

Merkel veut mettre Weber à la tête de la commission européenne, Macron veut Barnier...

écrit par Christine Tasin | 18 mai 2019



Le torchon brûle entre Macron et Merkel.

Dans *le Monde*, Merkel parle de ses différends, qu'elle nomme "confrontations" avec Macron. Elle insiste sur "les différences de mentalité". Cette phrase est essentielle, elle montre à quel point il n'y a pas de peuple européen, à quel point il est vain de vouloir lier 26 pays avec 26 mentalités différentes et les forcer à marcher de conserve.

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/16/le-couple-franco-allemand-acte-ses-differences-de-mentalite_5462651_3210.html

Avec M. Macron, « nous avons des confrontations », admet-elle. « Il existe entre nous des différences de mentalité ainsi que des différences dans la conception de nos rôles respectifs. Il

en a toujours été ainsi. Et Emmanuel Macron n'est pas le premier président français avec lequel je travaille.

Macron, de son côté, reconnaît aussi qu'ils ont des confrontations et des désaccords.

« Nous devons accepter des désaccords momentanés, de ne pas totalement être d'accord sur tout, pour construire un compromis avec l'Allemagne pour pouvoir avancer »

Impossible de s'entendre ? Pas grave, on fera des compromis... Il ne précise pas que le dindon de la farce, face à l'Allemagne, sera la France, une fois de plus.

.

Qu'est-ce qui coince ?

D'abord, Merkel entend carrément choisir le prochain Président de la Commission Européenne. Une fois de plus, il faudra que l'UE soit aux bottes de l'Allemagne et suive la ligne suivie par Francfort.

« Je suis un bon membre du Parti populaire européen [PPE], or ce dernier a fixé dans ses statuts qu'il désignait un chef de file. En d'autres termes : le PPE a un chef de file qui s'appelle Manfred Weber, et j'apporterai mon soutien pour qu'il soit élu président de la Commission si nous sortons premier parti politique aux élections »,

Face à M. Macron qui ne fait pas mystère de son hostilité à l'élection de M. Weber, le soutien qu'apporte la chancelière au Bavarois laisse en tout cas présager un nouveau bras de fer entre la France et l'Allemagne, et ce alors que, sur plusieurs dossiers difficiles – Brexit, négociations commerciales avec les Etats-Unis –, les désaccords se sont récemment creusés entre Paris et Berlin.

C'est que Macron veut, lui, un Français qui lui serait soumis et qui mettrait l'UE sous la botte du despote de l'Elysée.

Michel Barnier, Macron en rêve. Europhile fou, plusieurs fois ministre, commissaire européen... c'est lui qui mène actuellement les négociations autour du Brexit pour empêcher le Royaume Uni de sortir, c'est un ami très cher des multinationales comme Mérieux... Grand ami des salauds Barroso et Juncker, c'est un traître à la France. Voir sa fiche wikipedia https://fr.wikipedia.org/wiki/Michel_Barnier



Voir son interview dans le jdd

<https://www.lejdd.fr/International/UE/michel-barnier-au-jdd-je-veux-etre-utile-a-leurope-3898039>

On rappellera que ce sale type ne voit aucun problème, naturellement, à islamiser la France et même toute l'Europe :

Quand des journalistes lui demandent de commenter le referendum de 2005 et le refus de l'adhésion de la Turquie à l'UE : *« Est-ce que ce n'est pas le problème de l'islam ? »* La réponse de Michel Barnier est : *"Ce n'est à aucun moment mon sentiment, d'ailleurs je me permets de rappeler qu'il y aura dans l'UE des pays musulmans comme l'Albanie, la Bosnie qui sont clairement en Europe. Ces pays, dont la majorité des citoyens sont de confession musulmane, vont entrer un jour dans l'UE. Les yeux dans les yeux, je vous dis que ce n'est pas la religion le problème. Le problème, c'est celui de faire entrer dans l'UE un pays qui n'est pas sur le continent européen, qui est un très grand pays et d'encourager ce sentiment d'une Europe qui n'a pas de frontières et pas de limites. Je suis partisan de continuer à dialoguer avec la Turquie, de se rapprocher d'elle."*

On comprend pourquoi Macron l'aime tant ...

.

Ensuite, il y a beaucoup d'inconnues d'ordre économique :

Macron avait évoqué fin avril que l'Allemagne était peut-être à la fin de sa période de croissance, ce qui n'a pas plu outre-Rhin, et Merkel est décidée à accélérer encore les capacités d'exportation de l'Allemagne... ce qui fera encore plus d'ombre à la France, grande perdante de l'UE face à l'Allemagne.

Quant à la lutte contre le CO2, Merkel n'est pas chaude pour suivre le fada de Macron qui veut accélérer les choses, ce que l'Allemagne n'est pas prête à faire, car cela a un coût.

Mais Macron continue de fanfaronner et de faire croire qu'il serait le deus ex machina de l'UE en voie de transformation en organisation définitivement supranationale qui se substituerait totalement aux nations et donc à la souveraineté populaire

« Ce qui est attendu de la France en Europe, c'est de dire quelles sont ses ambitions et ensuite de construire un compromis avec l'Allemagne pour pouvoir avancer. C'est ça notre histoire, c'est le cœur de notre relation »

Dans la foulée, L'Allemagne et la France se chipotent sur des problèmes de traduction... histoire de faire croire, en ces moments d'élection, qu'il n'y aurait pas de divergences politiques entre Macron et Merkel, juste quelques soucis de traduction...

Friture sur la ligne France-Allemagne

Une erreur de traduction en français a entraîné de vives réactions sur l'état des relations entre la France et l'Allemagne. Les deux chefs d'Etat s'opposent notamment

sur la tête de la future Commission européenne.

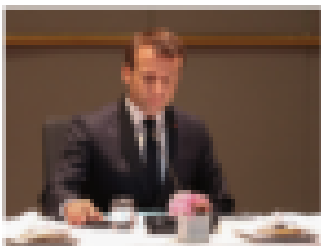
C'est une banale interview, simplement plus franche qu'à l'ordinaire. Dans un entretien au [Suddeutsche Zeitung](#), la chancelière allemande a évoqué mercredi 15 mai la relation franco-allemande, un sujet assez délicat ces derniers temps.

Une phrase a notamment jeté de l'huile sur le feu. « Gewiss, wir ringen miteinander. Es gibt Mentalitätsunterschiede zwischen uns sowie Unterschiede im Rollenverständnis », qui a été traduite en français dans une dépêche AFP par « nous avons des confrontations » ou « relation conflictuelle ».

Ce à quoi Macron a rapidement répondu qu'il assumait la « confrontation féconde » pour bâtir un compromis.

La présidente de la commission des affaires étrangères, Sabine Thillaye, elle-même franco-allemande, a alerté sur le problème de traduction en proposant cette interprétation, plus sereine: « nous débattons de manière intensive. Il y a des différences de mentalités entre le Président Macron et moi, oui, ainsi que des différences quant à l'interprétation de nos rôles respectifs. ».

« Ouverture à l'interculturalité, prise en compte des différents modes d'organisation politique, développement d'outils communs respectueux de nos cultures respectives : c'est l'objet de la chambre franco-allemande » a indiqué l'élue binationale, visant à temporiser l'état de la relation entre la France et l'Allemagne.



La politique européenne de Macron est-elle la bonne ?

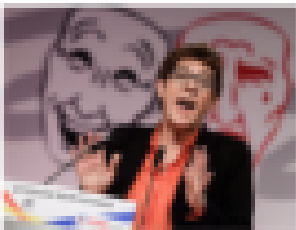
Le choix du tout franco-allemand fait par l'Élysée n'a pas fonctionné. Faut-il remettre à plat la politique européenne de la France ? La question divise, deux ans après l'élection du président qui voulait changer l'Europe.

La chancelière allemande a aussi indiqué qu'elle était sceptique quant au mécanisme des Spitzenkandidaten, lâchant Manfred Weber, qui serait pourtant à l'origine de la joute entre les deux chefs d'Etat.

Selon un diplomate européen, cité par l'AFP, Angela Merkel aurait particulièrement mal pris une remarque d'Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse à Sibiu la

semaine dernière. Il avait alors indiqué qu'il ne fallait pas se mettre d'accord sur le plus mauvais candidat. Sans le cité, Weber était clairement visé. Une position très partagée dans la bulle bruxelloise, mais qui irrite au PPE et en Allemagne.

La position de Macron est toutefois en train d'être prise en compte, mais l'Allemagne s'apprête à opposer son veto à Michel Barnier comme la France en oppose un à Manfred Weber. Une situation qui pourrait bénéficier à Margrethe Vestager, qui a potentiellement les faveurs des deux pays.



La réponse allemande à l'Europe de Macron

La vision de l'Europe de la future chancelière allemande concorde avec les propositions françaises en matière de sécurité. En revanche, elle diverge sur des questions sociales clés.

<https://www.euractiv.fr/section/politique/news/friture-sur-la-ligne-france-allemande>

/